

LA THEORIE ECONOMIQUE FACE À LA COVID-19 : DE ADAM SMITH À JOHN MAYNARD KEYNES

Roger Tsafack Nanfosso

Université de Dschang, Cameroun

Juliana Hadjitchoneva

Nouvelle Université Bulgare

Résumé

Bien qu'annoncée et/ou attendue par certains experts du domaine, la Covid est apparue en Novembre 2019 en Chine et a été déclarée comme „pandémie“ en Mars 2020 par l'Organisation Mondiale de la Santé. Elle a surpris le monde entier par son ampleur, sa vitesse de propagation, son insolence, son apatridie, son irrespect des niveaux de développement des pays, et par-dessus tout sa cruauté. Elle a plongé le monde dans un état de léthargie et d'hibernation rarement observé dans la période contemporaine, et a obligé la vie à se retirer de ses espaces habituels de déploiement.

Dans un contexte d'épouvante aussi désarticulé, et si l'on convient avec Robbins (1932, p. 15) que "*Economics is the science which studies human behaviour as a relationship between ends and scarce means which have alternative uses*", il peut être utile de s'interroger sur la force des lois, des règles et autres théorèmes énoncés par une telle science face à une pandémie dont l'indice de gravité n'a d'égal que celui de la grippe espagnole de 1918-1921. Pour ce faire, nous utilisons une méthodologie analytique en ce sens qu'en reprenant brièvement les idées des six premiers des douze penseurs séminaux identifiés par Yueh (2019) (*Adam Smith, David Ricardo, Karl Marx, Alfred Marshall, Irving Fisher, John Maynard Keynes*), nous tentons de discuter de la résistance de leurs idées (ou de la permanence de la pertinence de leurs résultats) à l'aune de la pandémie. Le résultat indique que toutes les idées ne sont pas immuables.

Mots clés: pensée économique; économie politique; capitalisme; rôle du gouvernement; crises

JEL codes: B12; B13; B14; O10; P16

Introduction

Apparue en 2019 en Chine, la COrona Vlrus Disease (COVID) 2019 est une pandémie qui bouleverse à tous points de vue le monde et continue de s'aggraver à l'échelle planétaire, mettant ces derniers mois en évidence des variants mutants qui n'augurent pas d'une finitude à court terme.

Depuis sa survenance, rien n'est plus normal et le choc est d'une puissance à ce point magmatique que certains invoquent une "grande réinitialisation" articulée autour d'un point d'inflexion fondamental dans la trajectoire mondiale, entre un "*avant Covid-*

19” et un “après Covid-19” (Schwab & Malleret, 2020). Une telle secousse qui se diffuse partout (la mort, la vie, les institutions, les entreprises, l’organisation, etc.) ne devrait en principe que rendre illusoire toute tentative de maintien d’une pensée économique conquérante parce que rassurée par ses éternelles certitudes. Quand est-ce que le monde économique va sortir de sa quarantaine et comment la science économique va s’engager dans la construction du futur système de pensée (Ponsot, 2020) est une question toujours ouverte. L’idée d’une réorientation de la science économique “*humainement désincarnée, sans lien avec la diversité des civilisations ou des croyances religieuses ou philosophiques*” (Brunat & Fontanel, 2021, p. 75) devient importante, de même que celle de la recherche d’un développement économique “*humaniste*” qui tienne compte de la vie des personnes à long terme et place l’être humain au cœur des priorités de la gouvernance après une autre crise comme celle du Covid-19, qui a renforcé l’exacerbation de la fragmentation sociale et le creusement des inégalités.

Depuis bientôt deux ans, la théorie économique et l’expertise économique sont confrontées à cette pandémie. Mais elles le sont aussi à chaque grande crise économique ou financière qui provoque des chocs majeurs dans les sociétés et les économies. La question qui est centrale est alors celle de la manière dont il faut comprendre le présent mais surtout façonner le devenir économique et sociétal. En cherchant à répondre à cette interrogation après la crise mondiale de 2008, Yueh (2019) analyse les idées de certains grands économistes afin de trouver un guide utile pour affronter les défis économiques modernes. Nous reprenons cette approche pour discuter de la résistance de ces acquis de la pensée économique des “*Great Economists*” qui se sont concentrés sur de grandes questions holistiques, telles que la nature et la qualité de la croissance et des marchés, le développement, les institutions, l’innovation, etc. afin d’étudier la manière dont ces idées pourraient nourrir les réflexions économiques pendant la crise sanitaire actuelle.

L’objectif de cette contribution est, en quelque sorte, d’interroger la robustesse de la pensée économique confrontée à la Covid-19. La méthodologie utilisée est analytique en ce sens qu’en reprenant brièvement les idées des six (6) premiers des douze (12) penseurs séminaux identifiés par Yueh (2019) (Adam Smith, David Ricardo, Karl Marx, Alfred Marshall, Irving Fisher, John Maynard Keynes, Joseph Schumpeter, Friedrich Hayek, Joan Robinson, Milton Friedman, Douglas North et Robert Solow), nous tentons de discuter de la résistance de leurs idées (ou de la permanence de la pertinence de leurs résultats) à l’aune de la pandémie. La structure de l’article est organisée en six sections principales, chacune orientée vers un de ces six penseurs séminaux et mettant l’accent d’une part sur une revue des idées du penseur et, d’autre part, sur un examen factuel et une discussion de la pertinence des idées du passé relativement à la crise du Covid-19 d’aujourd’hui. En se concentrant sur un choix des idées qui nous paraissent les plus fondamentales chez chacun de ces penseurs séminaux, nous procédons à une brève description de celles-ci pour en évaluer la résistance. Le résultat indique que toutes les idées ne sont pas immuables.

1. Adam Smith et le libéralisme fragilisé

On convient de manière constante que les bases de toute l'analyse économique ont été posées par le fondateur (le "père") du courant classique qu'est l'économiste et philosophe écossais Adam Smith, avec son maître-ouvrage de 1776 (*Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*). En général, son héritage porte sur trois piliers majeurs: (i) la division et la spécialisation du travail face à la pénurie des ressources et en tant que source de croissance, (ii) la "main invisible" comme un mécanisme de régulation automatique de l'économie, l'intérêt individuel conduisant à l'intérêt commun, et (iii) le rôle minimaliste de l'État, connu sous le terme de "laissez-faire", sans pourtant omettre la capacité de ce dernier à s'occuper de l'intérêt général à formuler des politiques pour perfectionner l'efficacité des marchés.

Témoin de l'avènement de l'industrialisation de son époque, Adam Smith a mis en avant l'industrie manufacturière en négligeant les services, un secteur qui domine largement aujourd'hui les économies développées, sans doute dans une nouvelle version d'activités économiques beaucoup plus étendue et qui déplace l'intérêt d'une compétitivité-prix vers une compétitivité-qualité basée sur la haute valeur ajoutée. Déjà, la dernière crise financière de 2008 a soulevé les débats entre les économistes sur la nécessité d'un rééquilibrage économique et d'une réindustrialisation. Certaines politiques ont été ainsi entreprises, par exemple la Grande-Bretagne a introduit la "Marche des créateurs" en 2011 (Osborne), les États-Unis ont développé les industries high-tech (Obama) puis encouragé le retour des industries (Trump) ; tout ceci afin de modifier les moteurs de la croissance économique en revigorant le secteur industriel. De telles initiatives n'ont pourtant pas pu renverser la donne dans la période d'avant le Covid-19, la tendance à long terme de transformation vers des économies de services est restée lourde aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans bien d'autres pays membres de l'Union Européenne (UE) depuis la seconde moitié du XXème siècle. En effet, après certaines fluctuations observées depuis 2009, la part des services dans l'économie britannique a regagné le niveau de 2019, à savoir de 71,26 % (Statista, 2021a). Aux États-Unis, la part des services a été de 72,62 % du PIB en 2000, avec une évolution progressive surtout après 2008 puisqu'elle a atteint jusqu'à 77,37 % en 2017 (Statista, 2021a). Cette même année, les services ont généré 73 % de la valeur ajoutée totale et l'emploi dans ce secteur représentait 74 % de l'emploi total dans l'UE contre 66 % en 2000. Les activités de services représentaient 80% de l'emploi total ou un peu plus aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Belgique, à Malte, en France, au Danemark, à Chypre et au Luxembourg, tandis que la part des employés dans l'industrie était la plus élevée en République tchèque (36 %), en Slovaquie et en Pologne (31 % chacune) et en Roumanie (30 %) (INS, 2021). Les domaines du tourisme, de la santé, des activités juridiques et comptables, et de services administratifs et de soutien, du commerce de détail, et des technologies de l'information et de communication (TIC), ont connu la plus forte augmentation de l'emploi dans l'UE depuis 2000. Autrement dit, la puissance de la

division du travail dans l'explication de la croissance des nations n'est plus valide. Cette idée de Smith, déjà battue en brèche avant la pandémie le demeure clairement.

Par ailleurs, la division du travail qui permet aux individus et aux entreprises de se spécialiser et de produire davantage pour tirer satisfaction et profit, bénéficier des économies d'échelle et innover, ne fonctionne que lorsque les marchés fonctionnent. Individus et entreprises doivent avoir la possibilité d'acheter ce qu'ils ne produisent pas. Or avec la crise du Covid-19, on a observé deux tendances parallèles: (i) d'un côté, les économies se sont heurtées aux problèmes d'approvisionnement, à l'offre insuffisante de certains produits fabriqués et d'alimentation, aux ruptures de chaînes d'approvisionnement et de valeur globales, à la demande incertaine et encore plus rationalisée du consommateur, et (ii) de l'autre, à une forte diffusion et utilisation des TIC qui ont suscité et impulsé des économies et des activités plus digitalisées que jamais, débouchant sur une considérable restructuration du secteur des services. Du coup, le débat de la structure et de l'équilibre économique a ressurgi de manière encore plus vive, rendant toujours plus désuète l'idée des avantages incontestables de la division du travail.

La "main invisible" inventée par Adam Smith est en fait un hymne à l'égoïsme au cœur de chaque individu. Ce défaut est ici considéré comme salvateur de la société, grâce à la vertu coordonnatrice du marché, l'individu étant conduit par cette main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions. En recherchant son intérêt égoïste, l'agent économique contribue plus à l'intérêt général et à l'harmonie collective que s'il les recherchait lui-même. Cette main invisible souvent assimilée à la préconisation du laissez-faire est contrecarrée par l'existence de la concurrence imparfaite, notamment par les industries qui cherchent en permanence à constituer des ententes voire des monopoles pour contourner les lois du marché à leur profit. Or la pandémie de Covid-19 a clairement décomposé le monde des acteurs économiques en deux catégories, celle des gagnants et celles des perdants. Parmi les perdants dont certains le seront encore pour longtemps, il y a le transport aérien, l'hôtellerie, la restauration, le tourisme et loisirs, les activités culturelles, et l'automobile. Parmi les gagnants, il y a la filière du médicament et des tests, l'industrie des vaccins, les ordinateurs et les imprimantes, le textile (fabrication de masques), les équipements sportifs à domicile (vélos d'appartement, etc.), la vente à emporter (restauration, textiles, etc.), les opérateurs de visioconférences, etc. (Boissieu, 2020). À l'évidence, s'il y a des gagnants et des perdants, l'harmonie sociale s'annule d'elle-même et il devient difficile de valider une quelconque main invisible.

Le rôle minimaliste de l'État a connu une évidente négation avec la crise de Covid-19. Certes, Adam Smith reconnaissait déjà que l'État devait assumer trois "devoirs" : défendre la société de tout acte de violence ou d'invasion, protéger la population contre l'injustice, développer des infrastructures et autres institutions qui ne peuvent être du ressort du secteur privé. Au-delà donc des fonctions régaliennes (justice, armée, police) l'État peut intervenir minimalement. La crise pandémique de Covid-19 a plutôt mis en évidence le caractère maximal du rôle de l'État dans la plupart des pays,

y compris les plus libéraux. Ainsi par exemple, la Banque centrale européenne (BCE) a mis en place en 2020 son PEPP (*Pandemic Emergency Purchase Programme*), initialement de 1 350 milliards € venant s'ajouter aux sommes couvertes par le PSPP (*Public Sector Purchase Programme*). En France, les finances publiques nationales ont massivement agi dans le financement du chômage partiel, les prêts garantis par l'État, le report voire annulation de charges fiscales et sociales, les soutiens variés en faveur des PME, des TPE, des artisans et des indépendants, dans l'allègement des loyers commerciaux, etc. Le plan de relance de 100 milliards € (indépendant du plan de relance européen de 750 milliards €) privilégiait des mesures en faveur de l'offre, tandis que celles en faveur de la demande consistaient en des incitations fiscales à la rénovation thermique des logements, à l'achat de véhicules électriques, etc. De tels engagements publics ont été multipliés aux États-Unis, dans toute l'Europe, et même en Afrique. L'État est présent dans son rôle régalien, mais aussi dans celui d'assureur et de protecteur pour faire face aux éventuels abus de la propriété individuelle et au risque de dépendance économique nationale (Boissieu, 2020 ; Brunat & Fontanel, 2021).

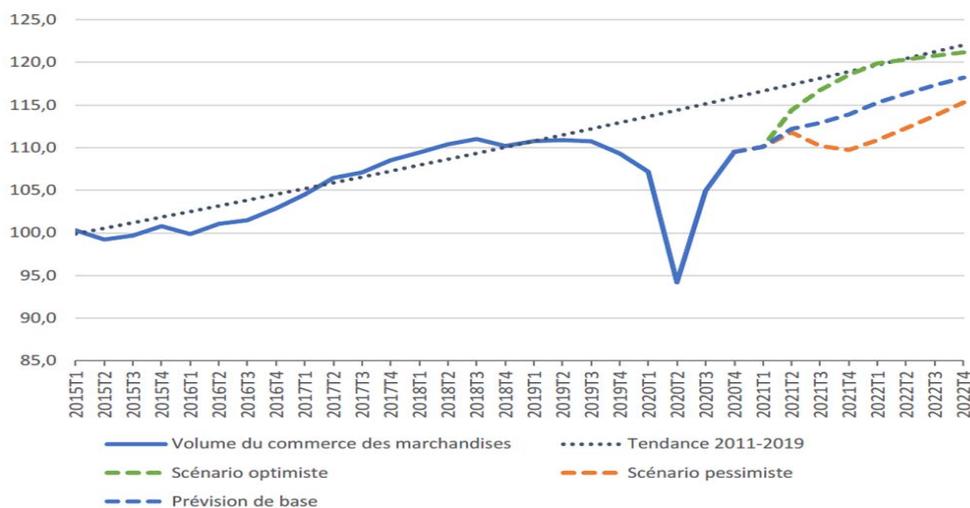
Même si comme l'indique Ponsot (2020, 6-7) "*la crise n'entraîne pas la destruction immédiate de la pensée économique dominante*" et "*les réorientations sont lentes et tortueuses*", il n'en reste pas moins que les trois éléments fondamentaux de la pensée d'Adam Smith ici évoqués ont connu des chocs révélateurs soit d'une faiblesse (division du travail), d'une mollesse (main invisible) ou d'une négation (rôle minimaliste de l'État).

2. David Ricardo et la spécialisation malmenée

L'économiste britannique David Ricardo a certes énoncé la théorie de la valeur (différence entre valeur d'usage et valeur d'échange d'un bien) et la théorie de l'équivalence ricardienne (équivalence entre l'augmentation de la dette publique aujourd'hui et l'augmentation des impôts requise demain par le remboursement de cette dette et le paiement des intérêts). Cependant il est resté célèbre par la théorie des avantages comparatifs développée dans son maître-ouvrage de 1817 (*Des principes de l'économie politique et de l'impôt*) qui explique que les pays tirent d'autant plus des bénéfices du commerce international s'il se spécialisent dans les productions pour lesquels ils ont l'avantage relatif le plus important, ou le désavantage relatif le plus faible. Cette théorie selon laquelle les nations consomment plus si elles se spécialisent à produire des biens et des services à partir de leurs capacités (relatives) de productivité, a transformé le commerce international et le libre-échange entre les nations en éclaircissant les zones de profits de la mondialisation. Cette spécialisation, définitivement beaucoup plus prononcée ces dernières décennies, peut expliquer le déséquilibre économique en renforçant la désindustrialisation de certaines économies, en diminuant d'une manière drastique les inefficacités managériales et en promouvant les efficacités économiques rationnelles. Cependant, les barrières commerciales qui persistent dans le secteur des services ne sont toujours pas relevées au 21ème

siècle alors que la part des services dans le commerce mondial est passée de 9% en 1970 à plus de 20% en 2019, représentant environ les trois quarts du PIB dans les économies développées, contre 40% en 1950, et selon les estimations de l'OMC les services pourraient augmenter de 50% jusqu'à 2040 et représenter jusqu'à un tiers du commerce mondial (OMC, 2019). La part des services dans les exportations américaines par exemple a légèrement augmenté après la crise de 2008 de 31,29% en 2010 à 34,74% en 2019. Bien évidemment, avec la crise de Covid-19, il y aura une poussée encore plus prononcée du secteur des services et plus particulièrement des services liés aux TIC.

Ainsi, David Ricardo qui a prôné le libre-échange et l'ouverture des marchés mondiaux, aurait prôné aujourd'hui une ouverture plus importante du commerce des services et encouragé la coopération internationale pour un consensus autour des règles du jeu équitables dans le commerce international. La libéralisation du commerce des services aiderait les positions commerciales des économies et de l'économie mondiale, ce qui les rapprocheraient des postulats des avantages comparatifs. Cependant, la tendance de démondialisation qui avait déjà émergé avant la Covid-19 par suite des tensions sino-américaines liées aux politiques commerciale et technologique, s'est intensément renforcée pendant la pandémie avec l'effondrement de la production et du commerce (Figure 1).



Source : Okonjo-Iweala (2021).

Figure 1. Volume du commerce mondial des marchandises, 2015T1-2022T4

L'incertitude générale de l'environnement commercial mondial est aussi due à une certaine baisse de l'influence de l'OMC dont les récentes estimations indiquent que

le commerce mondial des marchandises en volume devrait augmenter de 8,0 % en 2021 après avoir baissé de 5,3 % en 2020, avec l'effondrement dû à la pandémie l'a fait plonger au deuxième trimestre de 2020. Les prévisions de l'OMC, illustrées sur la Figure 1, montrent deux scénarios différents pour le commerce: (i) dans le scénario optimiste, la production et la diffusion de vaccins s'accélèrent, conduisant à un allègement rapide des mesures de restriction. Cela pourrait ajouter 2,5 points à la croissance du commerce mondial des marchandises en volume en 2021, qui retrouverait la tendance antérieure à la pandémie d'ici au quatrième trimestre de 2021 ; (ii) dans le scénario pessimiste, la production de vaccins ne permet pas de faire face à la demande, et/ou de nouveaux variants du virus apparaissent contre lesquels les vaccins sont moins efficaces. La croissance du commerce pourrait en conséquence perdre près de 2 points. Dans tous les cas, la croissance des échanges ralentira probablement à 4,0 % en 2022, le volume total du commerce mondial restant inférieur à la tendance d'avant la pandémie. Le commerce des marchandises en dollars nominaux a baissé de 8 % en 2020, tandis que les exportations de services commerciaux ont régressé de 20 %. La chute des prix du pétrole a entraîné une contraction de 35 % du commerce des combustibles en 2020. Les services relatifs aux voyages ont plongé de 63 % en 2020 et ne devraient pas se redresser entièrement avant que la pandémie se dissipe (Okonjo-Iweala, 2021).

Les économies ont dû se réorienter rapidement vers une "autosuffisance" et en 2020, la prolifération d'interventions commerciales restrictives a atteint un nombre impressionnant de 1800 mesures (WEF, 2021). Ainsi, les décideurs et les entreprises ont été poussés à repenser leurs positions dans les chaînes de valeurs mondiales. D'ailleurs, il existe aujourd'hui un conflit entre les classes en raison du commerce international, défini à l'époque comme "inévitabile" par David Ricardo.

Par ailleurs, le problème des déficits commerciaux traités par David Ricardo et qui persiste à long terme s'est avéré particulièrement inquiétant pour un nombre de pays développés qui avaient déjà atteint des niveaux records après la crise financière de 2008. Cette faiblesse économique est caractéristique pour les États-Unis et la Grande-Bretagne qui sont les deux pays avec un déficit de balance commerciale le plus élevé au monde. En 2019, les États-Unis ont enregistré un déficit de la balance commerciale d'environ 922,78 milliards \$ qui s'est élevé à 976,13 milliards \$ en 2020 (Statista, 2021c). Au contraire, la Chine et l'Allemagne sont devenus leaders avec un excédent commercial le plus élevé ; en 2019, l'excédent commercial chinois s'est élevé à 421,9 milliards \$ et celui de l'Allemagne à 254,94 milliards \$) bien que réduit à 209,21 milliards \$ en 2020 (Statista, 2021d). Dans ce contexte, il est difficile d'affirmer que la spécialisation ricardienne est vraiment avantageuse pour les pays, à l'exception peut-être de la Chine, non seulement avec les terres rares, mais surtout avec sa stratégie d'atelier du monde qui l'a rendue incontournable dans la Covid-19 pour les approvisionnements de nombreux produits essentiels (masques, tests, etc.). Certes, la pandémie de Covid-19 a attiré l'attention sur la forte dépendance des pays vis-à-vis des fournisseurs chinois. Pourtant, même s'il existe des raisons pressantes

de remodeler la géographie des chaînes de valeur mondiales et si la crise de Covid-19 conduit à des appels à une résilience accrue par le biais d'une diversification des sources d'approvisionnement, ce changement de stratégie nécessitera des flux substantiels d'investissements directs étrangers, et donc, en période de faible performance économique, ce processus prendra sûrement des années (Javorcik, 2020).

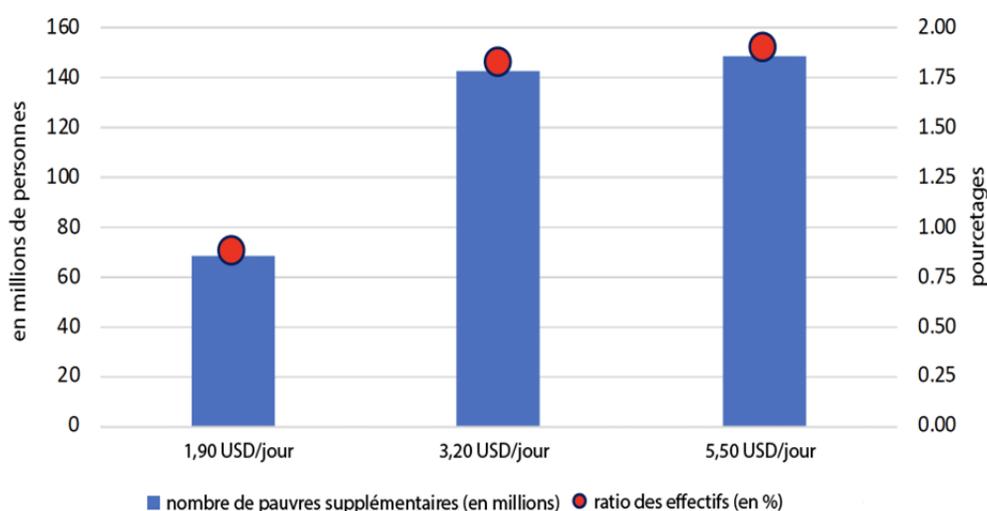
3. Karl Marx et le triomphe du capitalisme

Publié en trois parties dont le tome 1 en 1867, puis les tomes 2 et 3 (publiés après sa mort en 1885 et 1894), le maître ouvrage de Karl Marx (*Le capital*) deviendra un incontournable de la pensée économique. D'une manière radicale, il critique le système capitaliste qui met en lumière, par le biais de la théorie de la plus-value, l'inégalité et ses travers pour la société. Au milieu du 19^{ème} siècle, il avait déjà prédit que ces inégalités inhérentes à la société de classe mèneraient à la finitude du capitalisme. Pourtant, plus de 150 ans plus tard, le capitalisme n'est toujours détruit par aucune vague ni d'inégalités, ni de crises économiques et financières. Il y a huit ans, Thomas Piketty (2013) a attiré l'attention avec une analyse de ces 250 dernières années sur la répartition des richesses, leurs concentrations, mais surtout l'importance croissante des disparités de richesse. Le capitalisme contemporain a les caractéristiques du capitalisme "patrimonial dynastique" (Piketty, 2013) qui avait existé à l'ère de Karl Marx.

Selon le Crédit Suisse (2020), avant la pandémie de Covid-19, la richesse globale s'est élevée à 399,2 trillions \$ ce qui équivaut quasiment à un triplement depuis 2010, avec 52 millions de millionnaires au monde. À la suite de la Covid-19, 1 % des plus riches n'a pas diminué sa richesse mais au contraire l'a bien augmenté. Les inégalités économiques à l'échelle mondiale se sont accrues du fait de la crise de Covid-19. Les 1000 milliardaires les plus riches ont compensé dans la même année les pertes subies, la fortune totale des milliardaires ayant atteint 11 950 milliards \$ en fin 2020. Les dix hommes les plus riches du monde ont vu leur fortune totale augmenter de plus de 500 milliards \$ depuis le début de la pandémie, alors que les personnes les plus pauvres auront besoin de plus de dix ans pour se remettre des impacts économiques négatifs qui en résultent (Oxfam International, 2021).

Ces augmentations du nombre de milliardaires et de leurs fortunes se conjuguent avec un approfondissement de la pauvreté consécutive à la pandémie, dont l'impact à court terme au niveau mondial est illustré dans la Figure 2. La figure permet d'observer que pour le seuil de pauvreté de 1,90 \$/jour, le ratio mondial des effectifs augmentera de 0,9 % rien qu'en 2020, ce qui se traduit par 68 millions de personnes supplémentaires vivant dans l'extrême pauvreté. En d'autres termes, le choc de la Covid-19 va compromettre les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté au cours des trois dernières années, ramenant l'incidence de la pauvreté à un niveau similaire à celui de 2017. Mais l'impact est encore plus important

quand on considère les seuils de pauvreté plus élevés, à savoir 3,20 \$/jour et 5,50 \$/jour. Dans ce cas en effet, les ratios d'effectifs correspondants augmentent de près de 2 points de pourcentage (de 20,8 % à 22,6 % dans le premier cas, et de 40 % à 41,9 % dans le second), reflétant dans les deux cas une augmentation de plus de 140 millions du nombre de personnes pauvres dans le monde (Valensisi, 2020).



Source : Valensisi (2020).

Figure 2. Évolution de la pauvreté internationale mondiale due à la Covid-19 (2020)

Par ailleurs, à l'époque de Karl Marx, les crises économiques, les inconvénients de l'industrialisation et ses idées systématisées dans le "*Communist Manifesto*" ont ouvert la voie au mouvement ouvrier et au modèle communiste qui est aujourd'hui encore à l'origine du système économique russe mais surtout chinois. Certainement, l'économiste n'a pas imaginé une telle coexistence (voire convergence) du capitalisme et du communisme, qui même s'il a conduit ce pays à réaliser une "*réussite vertigineuse*" dans les trente dernières années, étant devenu "*l'usine du monde*" et une "*hyperpuissance*", fait toujours face aux défis du "*cruel manque des droits de l'homme*" et de "*l'horreur écologique*" (Gravereau, 2017). Qu'à cela ne tienne, pendant la crise de Covid-19 le nombre de milliardaires dans le monde a explosé pour atteindre un niveau sans précédent de 2755 (660 de plus en comparaison avec l'année précédente), 86 % desquels étant plus riches qu'il y a un an (Forbes, 2021). Le plus intéressant de cette statistique est que parmi les 493 nouveaux milliardaires (ce qui représente un record dans l'histoire), 210 milliardaires sont en provenance

de Chine et de Hong Kong. À l'évidence, les deux systèmes économiques ont produit une quantité de milliardaires presque égale : les États-Unis ont 724 milliardaires, la Chine a 698 milliardaires. Au final et tout comme dans l'avant-Covid-19, la pandémie n'aura donc ni conduit à l'effondrement du capitalisme (au contraire la "capitalismisation" des pays communistes se poursuit tambours battant), ni conduit à une baisse des inégalités, ni conduit à un triomphe du prolétariat.

4. Alfred Marshall et l'inégalité combattue

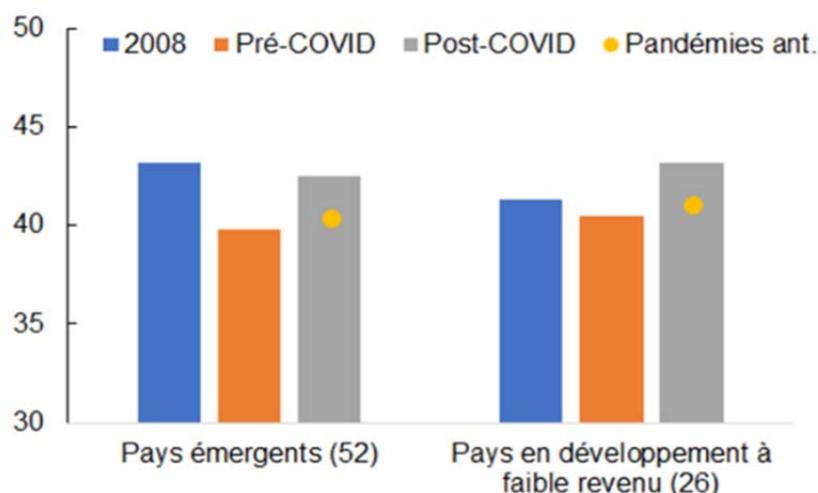
À partir d'une réconciliation de la valeur économique étudiée par les classiques et par les marginalistes, la recherche économique et puis les moyens d'atteindre l'équilibre dans l'économie sont approfondis par les théories de l'économiste néoclassique anglais Alfred Marshall, notamment dans son œuvre de 1890 (*Principes d'économie politique*) qui éclairent l'utilité marginale et les effets de la baisse des rendements des unités additionnelles de capital ou de travail en concurrence parfaite. Pour cet adepte de l'équilibre partiel (et pas général), défenseur du "laissez-faire, laissez-passer", le rôle de l'État se limite à l'amélioration du bien-être dans la société et à l'offre des opportunités telles que l'éducation pour tous dans l'optique de favoriser une égalité de chance face à l'emploi.

Pour l'instant, atteindre ladite égalité des chances n'est qu'un mythe, même si l'inégalité a toujours été au premier rang des priorités politiques ; une cause pourtant possible si on abandonne les intérêts malavisés, les politiques défaitistes et les idéologies (Stiglitz, 2015). Il est possible que l'inégalité ait pu être l'une des raisons de la lente reprise après les crises, comme après celle de 2008, car la croissance profite principalement aux riches et leurs dépenses alimentent une reprise économique (Stiglitz, 2012). Ce n'est donc pas le PIB qui doit obséder le débat économicopolitique autour du problème de l'inégalité des revenus mais justement son impact sur les individus et l'avenir de la société étant donné la réduction de la qualité des services d'éducation et de santé (Krugman, 2019). Cela renvoie au cœur du débat soulevé par Alfred Marshall au sujet du compromis à trouver entre les politiques visant à répartir plus équitablement les revenus et la préférence pour le loisir qu'elles créent au détriment du travail, "*Jusqu'où cela pourrait-il être fait sans injustice et sans décourager les leaders du progrès ? Comment les charges fiscales devraient-elles être réparties entre les différentes classes sociales ?*" (Marshall [Yueh, 2019, 89]). Sans doute, Marshall n'aurait pas proposé la solution du "*big government*", ce dernier devant se limiter à son rôle fondamentalement régalien, la maxime étant "*governing as little as possible, but not doing as little as possible*".

Selon Piketty (2019) l'inégalité est un phénomène social qui dépend des institutions. Parce qu'elle reflète l'idéologie de la société, l'inégalité est avant tout idéologique et politique, et non pas économique et technologique. Il ne s'agit cependant pas d'un phénomène immuable car si l'idéologie peut changer avec le temps, il en est de même de l'inégalité. Aujourd'hui, il n'est plus question de choix entre le "*partage*

inégal des bienfaits” et le *“partage égal des misères”* pour paraphraser Churchill (Yueh, 2019, p. 76) mais plutôt de choix entre l’inégalité mesurée et démesurée, la vie décente et l’équité sociale dans le respect de l’intérêt personnel. Comme on le sait pour mesurer l’inégalité, il est usuel d’utiliser un indicateur synthétique de distribution des revenus (le coefficient de Gini). Plus le coefficient de Gini est élevé, plus les inégalités sont grandes : les personnes ayant des revenus élevés reçoivent une proportion beaucoup plus importante du revenu total de la population.

En calculant cet indicateur pour 106 pays pour 2020, Cugat et Narita (2020) montrent que la crise du Covid-19 pourrait effacer les progrès réalisés sur le plan de la réduction des inégalités par les pays émergents et les pays en développement à faible revenu avec les efforts fournis depuis la crise de 2008, comme on peut le voir dans la Figure 3.



Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale (2020), encadré 1.2.
(tiré de Cugat et Narita, 2020).

Note : Coefficient de Gini en %, moyenne simple pour les groupes de pays.

Figure 3. L'impact de la Covid-19 sur les inégalités

Le calcul montre que le Covid-19 devrait avoir des effets beaucoup plus importants sur la répartition du revenu que les pandémies précédentes (pandémies ant.). Il révèle en outre que les gains économiques enregistrés par les pays émergents et les pays en développement à faible revenu depuis la crise financière mondiale risquent d'être perdus. Comme on peut le voir sur le graphique, et alors qu'il avait baissé dans la période pré-Covid, le coefficient de Gini moyen pour les pays émergents et les pays

en développement va augmenter jusqu'à 42,7, c'est-à-dire à un niveau proche de ce que l'on observait en 2008. Les répercussions seraient plus marquées dans les pays en développement à faible revenu en dépit de progrès plus lents depuis la même année (Cugat & Narita, 2020).

Dans ce contexte, compte tenu de la réalité pandémique et pour la période de l'après Covid-19, certaines perspectives politico-économiques marshalliennes pourraient être regroupées autour de trois types de politiques: (i) des politiques de redistribution modérée et des taxes (des taxes sur les revenus progressifs, des taxes sur les grandes propriétés de luxe, des "green taxes", et autres), évaluées soigneusement afin de ne pas approfondir encore les inégalités et contribuer à leur hausse ni de provoquer des effets dissuasifs à la dynamique entrepreneuriale, y compris une réduction des impôts destinée à encourager l'emploi ; (ii) des politiques d'accès, d'inclusion et de qualité de l'enseignement et de la santé pour améliorer l'équité sociale, le bien-être, et contribuer à égalité d'opportunité et la compétitivité des compétences des plus pauvres ; (iii) des politiques fiscales et d'optimisation de bureaucratie pour éviter les effets négatifs sur la productivité et encourager une saine concurrence pour la prospérité économique. De telles politiques nationales pourraient être complétées soit par des politiques de réduction de la charge administrative (Hadjitchoneva, 2019), soit par des politiques de lutte contre les inégalités renforcées au niveau supranational ou mondial, avec celles de coordination des efforts de lutte contre les paradis fiscaux, les contrefaçons et les flux financiers illicites (Tsafack Nanfosso & Hadjitchoneva, 2021) qui contrecarrent les mesures nationales de solidarité sociale.

5. Irving Fisher et la "debt-deflation" invalidée

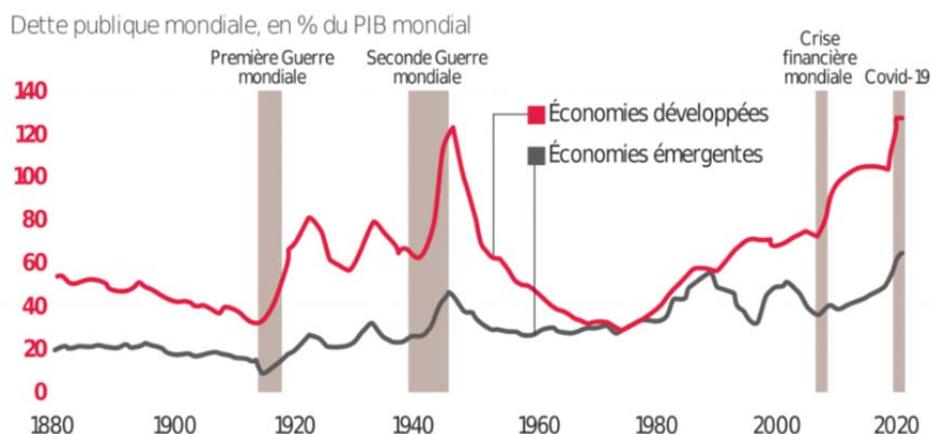
Pionnier de l'économétrie et du développement des indices, l'économiste américain Irving Fisher a publié en 1906 (*De la nature du capital et du revenu*) et 1907 (*Le taux d'intérêt*) les deux opus qui constituent le cœur de son maître-ouvrage de 1930 (*Théorie de l'intérêt*). Ce mathématicien de génie est célèbre dans la théorie économique pour les concepts portant son nom comme celui de "l'effet de Fisher", de "l'hypothèse de Fisher", du "théorème de séparation de Fisher", du "marché de Fisher" mais surtout pour sa théorie quantitative de la monnaie, notamment "l'équation d'échange" ("l'équation de Fisher"). À la suite d'une colossale érosion de sa fortune pendant le Krach de 1929 et la chute des marchés, il s'est investi à chercher des explications du phénomène de dépression et à proposer des solutions de redressement de l'économie. Ses travaux ont développé la déflation par la dette ("*debt-deflation*"), la décrivant comme une spirale déflationniste persistante possible lorsque l'économie stagne, les ménages et les entreprises ne consomment pas et, respectivement, n'investissent pas pendant qu'ils remboursent la dette, le résultat étant la chute des prix. Telle est l'explication de la "Grande Dépression" selon Irving Fisher.

Le processus de déflation par la dette survient lorsque les tentatives de liquider des actifs afin de réduire les dettes sont désormais vouées à l'échec, car la chute

des prix qui s'ensuit élève encore plus la valeur réelle des dettes. Autrement dit, le coût réel de l'emprunt est le taux d'intérêt nominal moins l'inflation, donc la déflation augmente le coût de la dette tandis que l'inflation la réduirait. Une telle situation a été récemment créée dans le monde comme l'a noté Yueh (2019) : "*la forte augmentation de la dette des secteurs public et privé suggère que la situation économique mondiale est mûre pour la déflation par la dette*", depuis la crise précédente de 2008, les pays avancés ont du mal à retrouver les tendances de croissance d'avant la crise, avec des taux d'inflation qui ont chuté, amenant de nombreux pays au bord de la déflation.

Les économistes aujourd'hui sont divisés entre le scénario de faibles niveaux d'inflation ou même de déflation et le scénario d'hyperinflation. En analysant le cas des économies avancées, Olivier Blanchard (2020) a penché en avril 2020 pour une probabilité élevée de faible inflation, sans pour autant avoir complètement écarté la survenance d'une inflation élevée. L'inflation modérée résulterait d'un chômage élevé, sans perspectives de compensation rapide et sans une forte poussée salariale à l'horizon, et des faibles investissements dus à un environnement des affaires incertain. Dans ce scénario, soutenir la demande et éviter la déflation représenteront d'importants défis pour les politiques monétaire et budgétaire. Le scénario inverse en revanche nécessiterait une combinaison de trois éléments : (i) une forte augmentation du ratio dette / PIB, (ii) une très forte augmentation du taux d'intérêt neutre et (iii) une domination de la politique budgétaire sur la politique monétaire. Une surchauffe de l'économie pourrait également être un risque si les gouvernements tentent de maintenir le taux d'intérêt bas, afin de réduire le fardeau de la dette.

Pendant la crise du Covid-19, la politique de l'aide financière massive aux ménages et aux entreprises a été largement poursuivie par les gouvernements partout dans le monde. Ces politiques ont suscité, d'abord, un endettement supplémentaire des États qui diffère entre pays développés et pays en voie de développement, mais aussi un accroissement de la masse monétaire en circulation qui entraîne par conséquent une hausse du niveau des prix (Boissieu, 2020). Cette aide massive n'existait pas avant la crise. L'Institute of International Finance a constaté que "*la réponse à la pandémie a contribué à ajouter 24 billions \$ à la montagne de la dette mondiale en 2020, l'amenant à un nouveau sommet de 281 billions \$*" (IIF, 2021). Le ratio dette / PIB mondial a atteint plus de 355 % du PIB en 2020, ce qui représente un bond de 35 points de pourcentage. La part de la dette des marchés matures s'est élevée de 71 % en 2019 et à 72,3 % en 2020. Le ratio dette / PIB des pays émergents a dépassé 250 % en 2020 contre 220 % en 2019. Le secteur des sociétés non financières dépend ainsi de plus en plus du soutien des gouvernements. La dette publique a augmenté de 88 % du PIB en 2019 à plus de 105 % en 2020, ce qui représente un niveau plus élevé que lors de la Seconde guerre mondiale, qu'il s'agisse des économies développées ou émergentes, comme l'illustre sur la très longue durée la Figure 4.



Source : Adaken (2020).

Figure 4. La dette publique mondiale (% du PIB)

Si les niveaux d'inflation ont légèrement diminué en 2020, faisant penser à des tendances déflationnistes, la hausse était déjà un fait à la fin de la même année, dépassant les niveaux d'avant le Covid-19 en avril 2021, se chiffrant notamment à 2 % en moyenne pour l'UE, 1,6 % en moyenne pour la zone euro, calculés par les indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH) (Eurostat, 2021a). Certaines économies européennes ont atteint des niveaux d'inflation de 5,1-5,2 % (ex. la Pologne et la Hongrie), tandis que d'autres avaient des niveaux déflationnistes de -0,1 % et -1,1 % (ex. la Suisse, le Portugal et la Grèce). La contribution la plus élevée au taux d'inflation annuel de la zone euro provenait de l'énergie et des services. L'inflation annuelle s'élève à 4,9 % aux États-Unis et 17,1% en Turquie qui a aussi subi une dévaluation de la monnaie. En même temps, le taux de chômage a augmenté dans la majorité des régions européennes en moyenne de 7,3 % dans l'UE et 8,1 % dans la zone euro, avec des variations considérables de 1,8 % en Pologne à 24,5 % en Espagne, et des niveaux élevés dans d'autres régions du sud et au niveau national en Espagne, en Italie et Grèce (Eurostat, 2021b, 2021c). Aux États-Unis le chômage a diminué de 6,7 % en décembre 2020 à 6 % en mars 2021 après la hausse de 14,8% en avril 2020. Il faut toutefois noter que les niveaux moyens de chômage sont restés inférieurs à ceux de 11-12 % atteints dans la période de 2012 à 2014, et très loin de ceux de 25 % connus pendant la "Grande Dépression". Les tendances des taux de croissance du PIB dans la zone euro, l'UE et les États-Unis ont été similaires, après les chutes de -8 % et -12 % dans le deuxième trimestre de 2020 par rapport au trimestre précédent, avec un rebond symétrique dans le troisième trimestre de 2020; le PIB ayant enregistré une baisse de 4,9 % dans la zone euro et 4,6% dans l'UE au dernier trimestre de 2020 et de 1,8 % - 1,7% au premier trimestre 2021 en comparaison avec le même trimestre

de l'année précédente (Eurostat, 2021d), très loin de la baisse de 40 % pendant la "Grande Dépression".

Fisher estime que les grandes dépressions sont causées par le surendettement qui provient d'emprunts imprudents des sociétés. Cela conduit au cercle vicieux auto-entretenu de baisse des prix des actifs consécutive aux tentatives de leur liquidation afin de réduire les dettes ; ce qui rend difficile leur remboursement et entraîne une multiplication de faillites et de crises bancaires. Cette hypothèse a du reste été confirmée en 2008 avec la crise du capitalisme financiarisé quand les phases psychologiques de l'endettement identifiées par Irving Fisher étaient nettement visibles : "*l'attrait de gros dividendes potentiels*", "*l'espoir de réaliser un gain en capital*", "*la vogue des promotions inconsidérées*", "*le développement de la fraude pure et simple*" (Fisher [Yueh, 2019, p. 112]). La baisse des prix consécutive à de telles actions de liquidation d'actifs augmente encore plus la valeur réelle des dettes. Donc, l'inflation réduit le coût de la dette, la déflation l'augmente. Irving Fisher aurait suggéré la reflation (relance du niveau des prix) pour réduire la valeur réelle de la dette comme la solution la plus simple. Le mécanisme pourrait être une autre forme du "*helicopter drop*" stimulant l'activité économique par une réduction des taxes. Pourtant une simple réduction des taxes n'est pas la panacée pour stimuler la consommation, elle n'a pas un effet direct compte tenu des attentes des consommateurs pour une augmentation attendue. En tout état de cause, si l'explication de Fischer peut être valide pour expliquer une crise comme celle de 2008, elle peine à être soutenable dans le cas de la pandémie actuelle.

6. John Maynard Keynes et l'influence retrouvée

Penseur prolifique, à qui on doit de nombreux ouvrages dont le plus célèbre et influent est sans conteste *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* publié en 1936, John Maynard Keynes a proposé une alternative forte au libéralisme, qui a été qualifiée de "révolution keynésienne" en 1947 par Lawrence Klein ; expression unanimement reprise et encore en vogue aujourd'hui. Avec une option assumée de l'État-providence au cœur de son approche, la croyance des classiques en une régulation optimale par les seuls marchés est évacuée, avec en prime la création séduisante d'un cadre analytique cohérent donnant une assise rationnelle aux politiques économiques.

Keynes montre que c'est le niveau de l'activité économique et, précisément, de la demande effective qui détermine celui de l'emploi. À l'origine d'une dépression persistante figure le manque de demande globale et l'épargne excessive. Au lendemain d'une dépression la demande privée est insuffisante pour maintenir l'emploi, d'où l'impérieuse nécessité d'une demande publique et donc des dépenses gouvernementales. L'État peut rétablir le plein emploi grâce aux dépenses publiques financées par le déficit budgétaire, en empruntant pour dépenser pendant les périodes de ralentissement puis en remboursant la dette pendant les périodes fastes sans que ces emprunts soient inflationnistes. Keynes attire l'attention sur une action publique

nécessaire à court terme et sur le rôle proactif de l'État pour ajuster l'économie sans attendre qu'un tel résultat ne survienne naturellement à la suite d'un interminable "laissez faire". Ainsi, les investissements de l'État qui sont au cœur de la demande globale impulsent des politiques de relance que peuvent aussi accompagner la combinaison de la dépréciation du change et des taux d'intérêt bas. Aujourd'hui confrontés à la crise de Covid-19 les gouvernements redevenus keynésiens ont massivement intervenu avec d'importantes mesures économiques et sociales afin de limiter la hausse du taux de chômage et des faillites des entreprises. On prévoit que la dette publique mondiale augmentera de 10 000 milliards \$ supplémentaires en 2021, avec des déficits budgétaires considérables partout dans le monde pendant la pandémie ; les États-Unis et le Royaume-Uni étant dans le groupe des économies avec un déficit important situé entre -10 % et -12 % du PIB ; les économies européennes les plus concernées étant l'Espagne, la France et l'Italie avec un déficit entre -6% et -8 % du PIB (IIF, 2021). Et il est très probable que ces déficits budgétaires persisteront et resteront bien au-dessus des niveaux d'avant la pandémie.

Tout en s'inscrivant dans une logique différente, Gentier (2021) constate aussi que la réaction des États consécutive à la Covid-19 a été de multiplier des mécanismes de compensation des revenus et de soutien aux ménages alors que l'économie a été mise à l'arrêt. Ces mécanismes de compensation ont provoqué une explosion de la dette publique unanimement reconnue (y compris par IIF (2021) et qui pourrait continuer de s'accroître rapidement à court terme du fait des perspectives de rentrées fiscales dégradées par les conséquences économiques de la crise (faillites, chômage, diminution des rentrées fiscales, etc.). La dette publique est en partie financée par la création monétaire et bien que si l'on puisse s'interroger sur la capacité des autorités monétaires à soutenir l'activité économique, ou même sur la destination exacte de la création monétaire, on observe que partout, dans les pays développés comme ceux en développement, la réaction de l'autorité publique face à l'arrêt provoqué par le confinement a été une claire option pour une augmentation de la quantité de monnaie. Alors que la production est arrêtée, c'est-à-dire (en ne tenant pas compte des stocks disponibles) que la quantité de biens disponibles pourrait diminuer, la quantité de monnaie augmente, engendrant de probables tensions inflationnistes.

Pour John Maynard Keynes et au contraire des néoclassiques, le taux d'intérêt ne consiste pas en un simple prix qui équilibre l'épargne et l'investissement ; le revenu détermine l'épargne et cette dernière augmente et diminue avec le revenu. Pour des raisons raisonnables ou instinctives, "le désir des individus de garder la monnaie comme réserve de richesse est *"un baromètre du degré de méfiance"* à l'égard de l'avenir" (Keynes [Yueh, 2019, p. 130]). Ce phénomène est actuellement bien connu avec la pandémie du Covid-19, quand indépendamment des revenus et dans un contexte de salaires souvent réduits, les individus expriment leurs préférences pour l'épargne autant que possible à cause de l'incertitude. L'incertitude liée à la Covid-19 décourage les investissements privés ; la masse financière gouvernementale est dirigée vers le soutien aux entreprises et aux ménages, ce qui représente un stimulus

à la demande globale, mais aussi une certaine tentative d'atténuation de l'incertitude, tous les deux clairement d'inspiration keynésienne.

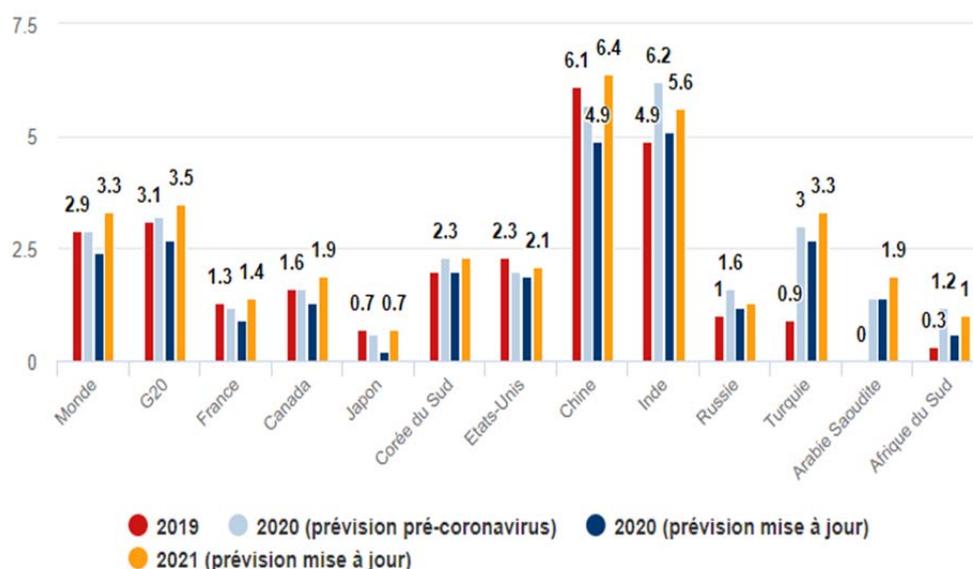
Ces politiques de soutien ont parfois été accusées de vouloir en quelque sorte provoquer un "gel" de l'économie. Pour Allen et al. (2020) en effet, les États réagissent généralement aux récessions en essayant de relancer artificiellement l'économie dans le but de stimuler la demande avec la politique budgétaire et d'inciter les investissements en capital avec la politique monétaire. L'approche adoptée avec la Covid-19 par les gouvernements a aussi consisté à utiliser une combinaison de subventions, de renflouements et de modifications de la sécurité sociale pour "geler" l'économie. La clé de voûte de cette approche est l'octroi de subventions salariales aux entreprises pour empêcher les licenciements des employés notamment en congés ou sous-employés. L'idée est de conserver le salariat et de maintenir les entreprises à flot aussi longtemps que dure le confinement – réduisant le lourd tribut que feraient peser sur le niveau de vie et la prospérité le chômage de masse entraîné par la distanciation sociale. Ces politiques ont été adoptées à travers le monde : Canada, Allemagne, Irlande, Danemark, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne, France, Singapour, Australie et Nouvelle-Zélande par exemple ont tous mis en place des politiques soit d'un montant fixe, soit d'un pourcentage du salaire annuel versé aux employeurs pour conserver leurs employés. De plus, à travers le monde les gouvernements ont renfloué les entreprises particulièrement touchées par la crise – comme les hôtels et les compagnies aériennes – et augmenté les allocations de chômage à ceux qui avaient déjà perdu leur emploi. Des dirigeants d'Australie et d'Espagne ont explicitement décrit ces dispositifs comme étant une tentative d'hiberner "l'économie.

On a parfois aussi évoqué l'hypothèse du déclenchement de "l'hélicoptère monétaire" par la banque centrale qui est ainsi dotée d'une capacité d'action directe sur la demande globale. Actionné par la banque centrale, ce dispositif permet de créditer les comptes courants ou de distribuer des billets aux agents non financiers. Charles et al. (2021) précisent que les défenseurs de cette mesure soutiennent qu'elle ne déclenche pas d'augmentation de la dette publique car la création monétaire consécutive à l'activation de l'hélicoptère est enregistrée comme une émission de billets ou comme une augmentation des réserves des banques commerciales auprès de la banque centrale, laquelle a comme contrepartie comptable une baisse des fonds propres de la banque centrale. Ils avancent aussi qu'actionner l'hélicoptère permet d'obtenir des effets positifs immédiats sur la demande par l'augmentation de la consommation qui en découle.

Une autre leçon de la révolution keynésienne serait que des réformes devraient suivre pour précéder la reprise. Il serait donc avisé d'élaborer dans la période de post-Covid-19 des plans de relance et des investissements publics en prévoyant un impact plus important sur la structure des économies et leur orientation écologique et "verte". Ces plans de relance et d'investissements ont été rapidement élaborés et mis en œuvre par plusieurs gouvernements dans le monde entier. Dans le cas des États-

Unis (The White House, 2021) cependant les économistes craignent déjà une inflation trop élevée et une surchauffe de l'économie qui pourrait sans doute être évitée par une hausse des taux d'intérêt. Pour financer ces investissements, le gouvernement américain devrait introduire un changement de la politique fiscale par une hausse des impôts pour les plus riches américains. Un plan de relance pour stimuler la reprise européenne contenant des mesures de relance sans précédent a été également élaboré par l'UE pour reconstruire l'Europe de l'après-Covid-19 en une Europe " *plus verte, plus numérique et plus résiliente* " CE (2021). Reste à voir comment les différents pays européens vont revêtir ces objectifs européens communs.

Globalement, l'OCDE (2021) prévoit une croissance économique mondiale de 5,8 % en 2021, mais dans un contexte d'une reprise à plusieurs vitesses et toujours avec le spectre de l'inégalité dans la garantie sanitaire et économique portée par la diversité de la dynamique vaccinale et des plans de relance budgétaire plus ou moins massifs des gouvernements.



Source : Garcin-Berson (2020).

Figure 5. Prévisions de croissance de l'OCDE (%)

Si la Figure 5 montre bien les disparités de taux de croissance prévus, elle met aussi en évidence le résultat escompté plutôt favorable des politiques de relance initiées dans le monde. En effet, pour toutes les parties du monde illustrées, le taux de croissance de 2020 mis à jour est toujours inférieur au taux de croissance de 2021

mis à jour. De même, la prévision du taux de croissance pré-Covid est toujours inférieure à celle de 2021, sauf pour la Russie, l'Inde, et l'Afrique du Sud, deux pays ayant malheureusement vu apparaître des variants. Cette augmentation de la croissance est un indicateur prévisionnel et rassurant de l'embellie attendue des politiques keynésiennes.

Peut-être nous serons témoins d'un nouveau "meilleur mix", plus optimal et efficace, entre les politiques monétaires et fiscales au lendemain de cette pandémie du Covid-19 qui constitue "*une des plus graves crises... que l'Humanité ait eue à traverser par temps de paix*" et marquée par cinq caractéristiques très keynésiennes à savoir "*le retour de l'État, le retour du social en politique économique, l'adoption de politiques non-conventionnelles, le retour à tous les moyens et à tous les leviers possibles de la politique économique, le retour de la volonté de l'action collective après la phase néo-libérale*" (Ben Hammouda, 2021, p. 80).

Conclusions et implications

L'objectif de ce travail qui est le premier d'une série de deux, est d'interroger la robustesse des idées des grands penseurs séminaux de la science économique face à la pandémie de Covid-19. Nous nous sommes limités au six (6) premiers des douze (12) grands économistes identifiés par Yueh (2019) (*Adam Smith, David Ricardo, Karl Marx, Alfred Marshall, Irving Fisher, John Maynard Keynes, Joseph Schumpeter, Friedrich Hayek, Joan Robinson, Milton Friedman, Douglas North et Robert Solow*) et avons procédé à un questionnement analytique de leurs principales contributions à la science quant à leur validité par temps de crise sanitaire.

Au terme de cet exercice qui ne prétend à l'exhaustivité ni des théories ni des analyses, il nous semble que la crise sanitaire de Covid-19 fragilise le libéralisme et la main invisible d'Adam Smith, malmène la spécialisation de David Ricardo, fait triompher le capitalisme contrairement aux prévisions de Karl Marx, exacerbe les inégalités combattues par Alfred Marshall, invalide la déflation par la dette soutenue par Irving Fisher et rend à John Maynard Keynes son influence d'antan. Assurément comme le fait remarquer Ben Hammouda (2021, p. 84), "*les politiques mises en place pour faire face à la Covid-19 à travers le monde opèrent une rupture majeure dans le village, jusque-là heureux, des économistes. Il s'agit du retour de la volonté de l'action collective à travers un retour de l'État et la sortie de la démission collective en ressuscitant les outils de la politique économique et en nous invitant à faire du vivre ensemble et du contrat social les fondements de nos démocraties*".

Remarques : Un autre article en cours de rédaction discute des idées des six derniers des douze économistes séminaux identifiés par Yueh (2019), et s'intitule : "La théorie économique face à la Covid-19 (2) : de Joseph Schumpeter à Robert Solow".

Notes: Another article being written discusses the ideas of the last six of the twelve seminal economists identified by Yueh (2019) and is titled: "Economic theory facing Covid-19 (2): from Joseph Schumpeter to Robert Solow".

Bibliographie

- Adaken, Y. (2020). Relance économique post-Covid : la dette est-elle de l'argent magique? *Pour l'éco, L'économie au quotidien*. [En ligne] www.pourleco.com [Consulté le 10 juin 2021].
- Allen, D. W. E., Berg, C., Davidson, S., Lane, A. M., Potts, J. (2020). Chapter 1: The problem of 'freezing' an economy in a pandemic. In: *Cryoeconomics: How to Unfreeze an Economy*. American Institute for Economic Research.
- Ben Hammouda, H. (2021). La Covid-19 et les politiques du monde d'après. *Marché et organisations*, 2(41), pp. 79-85.
- Boissieu, C. de (2020). Les défis exceptionnels posés par la crise de la Covid-19. *Revue d'économie financière*, 3-4(139-140), pp. 181-188.
- Blanchard, O. (2020). *High inflation is unlikely but not impossible in advanced economies*. [En ligne] <https://www.piie.com/blogs/realtime-economic-issues-watch/high-inflation-unlikely-not-impossible-advanced-economies> [Consulté le 26 mai 2021].
- Brunat, E., Fontanel, J. (2021). La science économique comme idéologie. La science de gestion comme viatique de l'actionnaire. *Marchés et organisations*, 2(41), pp. 59-77.
- CE. (2021). *Plan de relance pour l'Europe*. [En ligne] https://ec.europa.eu/info/strategy/recovery-plan-europe_fr [Consulté le 1 juin 2021].
- Charles, S., Dallery, T., Maris, J. (2021). Covid-19 et imbrication des crises : réhabiliter le keynésianisme pour refonder la politique macroéconomique. *Revue de la régulation* [En ligne], n 29-2021, mis en ligne le 17 février 2021 [Consulté le 22 février 2021].
- Cugat, G., Narita, F. (2020). Comment la COVID-19 va creuser les inégalités dans les pays émergents et les pays en développement. *FMI, Blogs, le 29 octobre 2020* [En ligne] <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/10/29/blog-how-covid-19-will-increase-inequality-in-emerging-markets-and-developing-economies> [Consulté le 12 juin 2021].
- Countryeconomy. (2021). *Trade balance* [Online] <https://countryeconomy.com/trade/balance?anio=2019> [Consulté le 28 avril 2021].
- Crédit Suisse. (2020). *Global Wealth Report* [En ligne] <https://www.credit-suisse.com/about-us/en/reports-research/global-wealth-report.html> [Consulté le 21 mai 2021].
- Eurostat (2021a). *IPCH (2015 = 100) - données mensuelles (taux de change annuel)* [En ligne] https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/PRC_HICP_MANR_custom_120601/bookmark/line?lang=fr&bookmarkId=952bcf60-22e8-433b-ab93-fe85e2ab2367 [Consulté le 26 mai 2021].
- Eurostat (2021b). *Unemployment rate rose in the majority of EU regions in 2020* [En ligne] <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-eurostat-news/-/ddn-20210428-1> [Consulté le 27 mai 2021].
- Eurostat (2021c). *Le taux de chômage à 8,1% dans la zone euro* [En ligne] <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/11563067/3-30042021-CP-FR.pdf/cb6c9528-7ae1-69e1-b817-4e16262c03f6?t=1619706140768> [Consulté le 27 mai 2021].

Eurostat (2021d). *Le PIB en baisse de 0,6% et l'emploi en baisse de 0,3% dans la zone euro* [En ligne] <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/11563087/2-18052021-AP-FR.pdf/a6122d29-0de6-5065-3a59-2e776dce6b6f?t=1621325418366> [Consulté le 27 mai 2021].

Forbes. (2021). *Forbes World's Billionaires List* [En ligne] <https://www.forbes.com/billionaires/> [Consulté le 26 mai 2021].

Hadjitchoneva, J. (2019). La compétitivité et les institutions : le cas de la Bulgarie. *Economic Researcher Review*, 7(3), 83-102.

Garcin-Berson, W. (2020). *Le coronavirus met "l'économie mondiale en danger"*, avertit l'OCDE, Le Figaro, 2 mars.

Gentier, A. (2021). Nouvelle crise et vieux débats : La résurgence des difficultés de l'économie administrée sous la Covid-19. *Marché et organisations*, 2(41), pp. 35-58.

Gravereau, J. (2017). *La Chine conquérante : Enquête sur une étrange superpuissance*. Paris: Eyrolles

IIF. (2021). *Global Debt Monitor COVID Drives Debt Surge—Stabilization Ahead?* [En ligne] https://www.iif.com/Portals/0/Files/content/Global%20Debt%20Monitor_Feb2021_vf.pdf [Consulté le 27 mai 2021].

Institut national des statistiques (INS). (2021). *Emploi et valeur ajoutée brute par secteurs économiques* [En ligne] https://www.nsi.bg/european_economy/bloc-3a.html [Consulté le 15 avril 2021].

Javorcik, B. (2020). Reshaping of global supply chains will take place, but it will not happen fast. *Journal of Chinese Economic and Business Studies*, 18(4), pp. 321-325, doi: 10.1080/14765284.2020.1855051.

Krugman, P. (2019). Paul Krugman on Income Inequality. CNBC [En ligne] <https://www.cnbc.com/video/2019/04/15/paul-krugman-on-income-inequality.html> [Consulté le 24 mai 2021].

OCDE (2021). *Perspectives économiques de l'OCDE*. 2021(1) : Version préliminaire. N 109. Paris: Éditions OCDE [En ligne] doi: 10.1787/631c1b44-fr [Consulté le 1 juin 2021].

Okonjo-Iweala, N. (2021). Le commerce mondial prêt pour une reprise forte mais inégale après le choc causé par la pandémie de COVID-19. OMC, Conférence de presse, 31 mars, www.wto.org.

OMC. (2019). *Rapport sur le commerce mondial 2019. L'avenir du commerce des services*. Genève: Publications de l'OMC.

Oxfam International (2021) *Le virus des inégalités* [En ligne] <https://www.oxfam.org/fr/publications/le-virus-des-inegalites> [Consulté le 21 mai 2021].

Piketty, T. (2013). *Le capital au 21e siècle*. Paris: Le Seuil.

Piketty, T. (2019). *Capital et idéologie*. Paris: Le Seuil.

Ponsot, J.-F. (2020). *Les économistes mis en quarantaine*. Dans *Le virus de la recherche*. PUG [En ligne] <https://www.pug.fr/produit/1790/9782706148521/les->

economistes-mis-en-quarantaine/preview?escape=false#lg=1&slide=0 [Consulté le 16 avril 2021].

Robbins, L. (1932). *An Essay on the nature and significance of Economic Science*. London: Macmillan.

Schwab, K., Malleret, T. (2020). *Covid-19: The Great Reset*. Centerport: Forum Publishing.

Statista. (2021a). United Kingdom: Distribution of gross domestic product (GDP) across economic sectors from 2009 to 2019 [En ligne] <https://www.statista.com/statistics/270372/distribution-of-gdp-across-economic-sectors-in-the-united-kingdom/> [Consulté le 15 avril 2021].

Statista. (2021b). *Distribution of gross domestic product (GDP) across economic sectors in the United States from 2000 to 2017* [En ligne] <https://www.statista.com/statistics/270001/distribution-of-gross-domestic-product-gdp-across-economic-sectors-in-the-us/> [Consulté le 15 avril 2021].

Statista. (2021c). *The 20 countries with the highest trade balance deficit in 2019* [En ligne] <https://www.statista.com/statistics/256666/the-20-countries-with-the-highest-trade-balance-deficit/> [Consulté le 28 avril 2021].

Statista. (2021d). *The 20 countries with the highest trade surplus in 2019* [En ligne] <https://www.statista.com/statistics/256642/the-20-countries-with-the-highest-trade-surplus/> [Consulté le 15 avril 2021].

Stiglitz, J. (2012). *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers Our Future*. New York: W. W. Norton Company.

Stiglitz, J. (2015). *The Great Divide: Unequal Societies and What We Can Do About Them*. New York: W. W. Norton Company.

The White House. (2021). *American Rescue Plan*. [En ligne] <https://www.whitehouse.gov/american-rescue-plan/> [Consulté le 2 juin 2021].

Tsafack Nanfosso, R., Hadjitchoneva, J. (2021). The European Union Facing the Challenges of Globalisation. *Economic Studies*, 30(5), pp. 27-48.

Valensisi, G. (2020). COVID-19 et pauvreté mondiale : Une évaluation préliminaire. *International Development Policy | Revue internationale de politique de développement*, 12(2).

WEF. (2021). *Chief Economists Outlook 2021* [En ligne] <https://www.weforum.org/reports/chief-economists-outlook-2021> [Consulté le 22 mai 2021].

Yueh, L. (2019). *The Great Economists: How Their Ideas Can Help Us today*. London: Penguin.

Roger Tsafack Nanfosso, PhD est Professeur et Recteur de l'Université de Dschang, Cameroun, roger.tsafack-nanfosso@univ-dschang.org

Juliana Hadjitchoneva, PhD est Maître de conférences dans le Département d'administration et gestion de la Nouvelle Université Bulgare, jhadjitchoneva@nbu.bg

**ECONOMIC THEORY FACING COVID-19:
FROM ADAM SMITH TO JOHN MAYNARD KEYNES**

Roger Tsafack Nanfosso, Juliana Hadjitchoneva

Abstract

Although announced and/or expected by some experts in the field, the Covid appeared in November 2019 in China and was declared as a “pandemic” in March 2020 by the World Health Organization. It surprised the whole world by its scale, its speed of propagation, its insolence, its statelessness, its disrespect for the development levels of countries, and above all its cruelty. It has plunged the world into a state of lethargy and hibernation rarely seen in contemporary times and has forced life to retreat from its usual spaces of deployment.

In such a disjointed context of terror, and if one agrees with Robbins (1932, p. 15) that “*Economics is the science which studies human behaviour as a relationship between ends and scarce means which have alternative uses*”, it may be useful to wonder about the force of laws, rules and other theorems set forth by such a science in the face of a pandemic whose severity index is only equal to that of influenza of 1918-1921. To do this, we use an analytical methodology in the sense that by briefly taking up the ideas of the first six of the twelve seminal thinkers identified by Yueh (2019) (*Adam Smith, David Ricardo, Karl Marx, Alfred Marshall, Irving Fisher, John Maynard Keynes*), we attempt to discuss the resistance of their ideas (or the permanence of the relevance of their results) in the light of the pandemic. The result indicates that not all ideas are invariable.

Keywords: economic thought; political economy; capitalism; role of government; crises

JEL codes: B12; B13; B14; O10; P16

Roger Tsafack Nanfosso, PhD, is Professor and Rector of University of Dschang, Cameroon, roger.tsafack-nanfosso@univ-dschang.org

Juliana Hadjitchoneva, PhD, is Senior Assistant Professor at the Department of Administration and Management of New Bulgarian University, jhadjitchoneva@nbu.bg

Received 11 November 2021

Revised 3 December 2021

Accepted 15 December 2021